



Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne

**VÉRIFICATION ET MAINTENANCE DES EXTINCTEURS ET DES ÉQUIPEMENTS DE
LUTTE CONTRE L'INCENDIE POUR L'UIOSS DE LA HAUTE-GARONNE**

MARCHÉ N°UI2025025

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

SOMMAIRE

I.	OBJET DU MARCHÉ.....	3
II.	LIEU D'EXECUTION.....	3
III.	PERSONNELS AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	4
IV.	PLANNING DES INTERVENTIONS	4
V.	RÉFÉRENTIELS APPLICABLES.....	4
VI.	CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DE LA PRESTATION.....	5
	A. Dispositions générales.....	5
	B. Inventaire exhaustif des équipements.....	5
	C. La maintenance préventive des extincteurs	6
	D. La maintenance préventive des colonnes sèches	7
	E. La maintenance préventive du désenfumage naturel	7
	F. La maintenance corrective	7
	G. Rapport d'intervention.....	9
	H. Registre de sécurité.....	9
VII.	Récapitulatif des équipements.....	10
VIII.	Annexe 1.....	10

I. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la vérification et la maintenance des extincteurs et des équipements de lutte contre l'incendie d'un site géré par l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne (UIOSS 31) composé de 3 bâtiments contigus d'une surface totale des locaux de 56 000 m² et abritant près de 1400 employés.

II. LIEU D'EXECUTION

Les prestations auront lieu à l'adresse suivante :

UNION IMMOBILIERE DES ORGANISMES DE LA SECURITÉ SOCIALE DE LA HAUTE-GARONNE
41, rue de l'Étoile
31093 TOULOUSE Cedex 9

Les bâtiments contigus concernés par le présent marché sont situés sur le territoire de la Haute-Garonne et composés selon la disposition suivante :

- Un Immeuble de Grande Hauteur (IGH) classé GHW 1 définis par l'arrêté du 30 décembre 2011 portant au règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, avec un ERP de 5ème catégorie type W et type L définis à l'article GN1 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 positionné en rez de chaussée de l'IGH. L'immeuble est situé au 3 Boulevard du professeur Léopold Escande, 31000 Toulouse.
- Un établissement Recevant du public (ERP) de 5ème catégorie type W définis à l'article GN1 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 qui est situé au 24 rue Riquet, 31000 Toulouse.
- Un parc de stationnement souterrain de 520 véhicules réservé au personnel du complexe et non ouvert au public superposé d'un établissement. Ces locaux sont soumis au code du travail et sont situés au 41 rue de l'Étoile, 31000 Toulouse.

La maintenance préventive des installations est effectuée pendant les jours ouvrés du site et aux heures ouvrées du titulaire. Les dates et heures d'intervention seront retenues en accord avec le responsable de sécurité de l'UIOSS. Les dates et durée d'intervention en heures font l'objet d'un planning annuel établi conformément à l'article IV du présent CCTP. Tout décalage de planning devra être notifié dans un délai minimum de 15 jours précédant la date initiale, à condition que les interventions interviennent dans le respect des délais réglementaires s'imposant à l'UIOSS en matière de sécurité.

III. PERSONNELS AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le prestataire déclare expressément que le personnel employé est spécialement qualifié et diplômé au titre d'Agent Vérificateur d'Appareils Extincteurs (A.V.A.E.), ou d'un diplôme équivalent reconnu par l'Union Européenne pour exécuter les prestations.

Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations auxquels il aura accès pendant l'exécution du marché. Il s'oblige donc notamment à tenir strictement confidentiels et à ne pas divulguer les documents et informations auxquels il aura directement ou indirectement connaissance, dans le cadre du marché, à quelque titre que ce soit.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dégradations pouvant survenir lors des essais dynamiques ou fonctionnels, les visites ou les contrôles réglementaires (bouchement, nettoyage, dégâts des eaux notamment). Après ces interventions, il doit laisser les locaux propres et libres de tout déchets (cartons d'emballage notamment) et reprendre les matériels et consommables remplacés en l'intégrant dans une démarche écoresponsable. Dans le cas contraire, il devra s'acquitter des frais afférents à la remise en état des locaux.

IV. PLANNING DES INTERVENTIONS

Une réunion de lancement sera organisée suite à la notification du marché. Dans les deux jours ouvrés suivant la réunion, le Titulaire transmettra un planning par voie dématérialisée pour l'exécution de ses prestations. En tout état de cause, **la visite préventive annuelle des extincteurs, des colonnes sèches et des équipements de désenfumage naturel sera réalisée sur le site l'UIOSS au mois d'Octobre 2025.**

Pour les années suivantes, la visite préventive annuelle des extincteurs, des colonnes sèches et des équipements de désenfumage naturel sera réalisée au plus tard 12 mois après le 1^{er} jour de la dernière intervention de date à date. Le planning des interventions sera transmis par le Titulaire au cours du trimestre précédent les interventions.

V. RÉFÉRENTIELS APPLICABLES

Le titulaire doit se conformer aux lois, règlements et règles en vigueur et, notamment à la liste (non exhaustive) de textes, documents, normes et règlements indiqués ci-après :

- L'arrêté du 25 Juin 1980 modifié, règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux E.R.P ;
- L'arrêté du 30 décembre 2011 modifié, relatif au règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux IGH ;
- Les notices d'installation, d'exploitations et de maintenance des constructeurs respectifs ;
- Le Code du Travail ;
- La norme NF S 61-919 : Maintenance et durée de vie des extincteurs portatifs ;
- La règle R4 du référentiel APSAD applicable aux extincteur mobile et portatif ;

- La norme NF S 61-922 : Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes ;
- Le guide pour la maintenance des extincteurs mobiles – CNMIS (Comité National du Matériel d’Incendie et de Sécurité).
- La norme EN 12101 : systèmes pour le contrôle des fumées et de la chaleur ;
- La norme NF S 61-759 : installation et maintenance des colonnes sèches ;
- La norme NF S 61-937 applicable aux exutoires, volets et ouvrants de désenfumage.

Le titulaire ne peut se prévaloir d’une quelconque méconnaissance de ces textes et, d’une manière générale, de tous les textes, lois, décrets, arrêtés, et réglementations, actuels et futurs, relatifs à l’exécution des prestations objet du présent marché.

VI. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DE LA PRESTATION

A. Dispositions générales

Les prestations concernent la maintenance préventive et corrective des extincteurs, des colonnes sèches, et des équipements de désenfumage naturel.

Les équipements à contrôler seront :

- Des extincteurs,
- Des colonnes sèches,
- Des équipements de désenfumage naturel.

L’agent vérifie que les matériels installés sont toujours adaptés aux risques et que leur emplacement reste approprié. Au titre de son devoir de conseil, il fait part de tout conseil sur ces points sans délai à l’UIOSS. Il signale également sans délai à l’UIOSS toute non-conformité des matériels et équipements à la réglementation en vigueur.

Une fois vérifiée la conformité de l’appareil, la mention « vérifié » doit être inscrite par l’agent vérificateur sur l’appareil, ainsi que la date et le nom de l’agent vérificateur.

L’agent vérificateur donne tout conseil qu’il juge utile sur l’utilisation des équipements et les améliorations à apporter (dans le cadre du respect de la réglementation).

B. Inventaire exhaustif des équipements

Une liste des matériels est fournie dans le chapitre VII récapitulatif des équipements, cette liste est indicative.

Le titulaire fournira à l’UIOSS, un inventaire exhaustif des matériels à chaque vérification annuelle, incluant les modifications intervenues, transmis par voie dématérialisée, sous format de type Excel.

L'inventaire sera transmis, dans un délais 15 jours calendaires après le dernier jour de la vérification des matériels.

L'inventaire indiquera :

- Les coordonnées du site ;
- Le type de matériel (extincteur, colonne sèche...), la marque et le numéro ;
- L'implantation ;
- Année de vérification ;
- Le modèle du matériel ;
- Age du matériel et date de fabrication ;
- Les prestations effectuées ;
- Le remplacement à prévoir ;
- Les observations éventuelles.

C. La maintenance préventive des extincteurs

La maintenance préventive se fera selon la périodicité requise par les normes en vigueur et visera à garantir le bon fonctionnement des extincteurs à tout moment.

La vérification périodique comprend :

- La vérification des extincteurs suivant les normes et la réglementation en vigueur au moment de l'intervention (notamment Contrôle des dispositifs de sécurité, des scellés, des joints, du fonctionnement du système de commande/ouverture et de l'indication de pression) ;
- Ouverture de l'appareil ;
- Contrôle de l'état et de la quantité de l'agent extincteur, de la cartouche de gaz ;
- Examen intérieur de l'appareil ;
- Remontage et apposition de nouveaux scellés ;
- La vérification des fixations, des housses et des coffrets ;
- La fourniture par le prestataire des consommables et petites pièces d'usure dans le cadre d'une utilisation normale (étiquette NF, goupille, joint, ...) ;
- Le rechargement et le remplacement des extincteurs périmés.

Le rechargement et le remplacement des extincteurs périmés se fera obligatoirement lors de la vérification des extincteurs et fera l'objet d'une facturation sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU par le prestataire.

En outre, le prestataire s'engage à ce que tous les appareils :

- soient à la place prévue, numérotés avec leur support en bon état,
- soient parfaitement accessibles, bien visibles et en bon état.

Les extincteurs neufs feront l'objet la première année d'une vérification du plombage. Si un extincteur était déplombé, le Titulaire prendra à sa charge sa vérification complète, la recharge si nécessaire et le plombage.

D. La maintenance préventive des colonnes sèches

Les opérations de maintenance se feront suivant les normes en vigueur, et selon la périodicité requise par les normes en vigueur, notamment :

- Essai de résistance mécanique réalisé sous une pression de 16 bars au niveau de l'alimentation de la colonne pendant une durée de 20min minimum.
- Essai effectué sous eau uniquement.
- Etanchéité de la colonne, de la traînasse, des purges et de la robinetterie.
- Fonctionnement de la robinetterie (les pièces défectueuses sont remplacées).
- Etat physique des pièces constitutives et la présence des pièces facilement amovibles (bouchons et chaînettes, panneaux).

Le titulaire devra s'assurer du bon état général de l'installation et effectuer les test et essais prévus par la réglementation en vigueur.

Pour les essais de mise en pression en eau, la borne incendie est situé **à plus de 50 m** du point d'entrée des colonnes sèches, le titulaire devra prévoir les moyens de raccordement permettant les essais des équipements.

E. La maintenance préventive du désenfumage naturel

Les opérations de maintenance se feront suivant les normes en vigueur, et selon la périodicité requise par les normes en vigueur, notamment :

- Essai d'ouverture des dispositifs des exutoires des fumées, contrôle de l'ouverture complète, du contact de position, contrôle et entretien des charnières, du châssis ;
- Essai de fermeture ;
- Contrôle de fonctionnement du dispositif de commande manuelle, insertion des cartouche CO2, contrôles des leviers et de l'état général du coffret de protection (les pièces défectueuses sont remplacées) ;
- Etat physique des pièces constitutives.

Le titulaire devra s'assurer du bon état général de l'installation et effectuer les tests et essais prévus par la réglementation en vigueur.

Particularité sur l'ouverture des exutoires dans les escaliers IGH (GH 29 §3), son ouverture est exclusivement télécommandée par une action manuelle à partir du poste central de sécurité incendie de l'immeuble.

F. La maintenance corrective

La maintenance corrective a vocation à intervenir soit suite à la maintenance préventive, soit en cas de panne ou dysfonctionnement des équipements constaté par l'UIOSS. Elle consistera notamment :

- A poser un diagnostic de la panne ou du dysfonctionnement, si la maintenance corrective ne fait pas suite à la maintenance préventive et sur demande de l'UIOSS. A cette fin, il sera fait usage de la ligne « Diagnostics anomalies » du BPU.

Le titulaire procèdera :

- Au contrôle des équipements défectueux.
- A l'analyse et à la recherche d'un dysfonctionnement concernant un dispositif concourant à la sécurité incendie du site (désenfumage naturel et colonnes sèches).

A l'issue du diagnostic effectué, un rapport d'intervention sera établi et envoyé par voie dématérialisée au responsable de sécurité de l'UIOSS sous 24h maximum à compter de l'heure de départ du site.

- A remettre en parfait état de fonctionnement les matériels défectueux ou dégradés.
- A fournir et poser des matériels ou équipements neufs si la remise en état n'est pas réalisable.

Le titulaire doit, dans ses rapports d'intervention, faire état des matériels défectueux et/ou dégradés à remplacer et soumettre à l'UIOSS 31 le devis correspondant.

Le remplacement ou la réparation des matériels défectueux se déclenche sur bon de commande transmis par courriel au titulaire suivant le prix indiqué au BPU.

Délais d'intervention :

Pour les opérations de maintenance corrective, le titulaire du présent marché a pour obligation d'intervenir, de réparer et de redémarrer les équipements techniques défectueux pendant les jours ouvrés du site.

Le tableau ci-dessous présente les obligations de résultats du présent marché en la matière :

Objet	Délai maximum d'intervention
Pose du diagnostic	24 heures ouvrés après réception de la demande
Réparation temporaire ou définitive	48 heures ouvrés à compter de l'heure de la notification du bon de commande
Réparation définitive dans le cas où il y aurait eu une réparation temporaire	7 jours ouvrés à compter de l'heure de la notification du bon de commande

Le délai maximum d'intervention pour la pose du diagnostic correspond à la durée entre l'heure de l'appel téléphonique (confirmé par mail au service astreinte du titulaire) et l'arrivée sur site du personnel du Titulaire, afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'ensuivent.

On entend par réparation temporaire la remise en fonction provisoire des équipements défectueux. Le délai maximum d'intervention pour la réparation temporaire ou définitive court à compter de l'heure de la notification du bon de commande et jusqu'à l'arrivée sur site du personnel intervenant.

Le délai de réparation définitive à partir de la date de notification du bon de commande ne pourra pas excéder 7 jours ouvrés.

La maintenance corrective est réglée suivant les prix unitaires renseignés dans le BPU.

Si la prestation ou les pièces ne sont pas prévues au BPU, un devis est dressé par le titulaire dans un délai de 3 jours.

En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande.

Dans tous les cas, les travaux de réparation feront l'objet d'une garantie légale (pièce et main d'œuvre) à compter de la date de facturation.

G. Rapport d'intervention

Les interventions donneront lieu à la rédaction de rapports d'intervention pour chaque type de vérification. Ces rapports seront conformes aux dispositions réglementaires applicables à chaque prestation et devront contenir à minima les éléments suivants :

- La désignation de l'entreprise intervenante
- L'identité de la ou des personnes ayant réalisé le contrôle
- La date d'intervention (ou les dates si plusieurs et/ou consécutives)
- Les renseignements généraux relatifs à la vérification
- Une liste récapitulative des observations,
- Les observations relatives aux équipements contrôlés avec leur localisation précise. Ces observations comporteront, outre l'énoncé de la non-conformité, une préconisation de modification à réaliser pour y remédier.

Ces rapports seront remis dans un délai de **15 jours calendaires** maximum à compter du dernier jour d'intervention sous format numérique et/ou seront disponibles sur le site dédié du titulaire avec accès sécurisé pour chaque interlocuteur désigné auprès des différents organismes.

H. Registre de sécurité

A l'issue de chaque visite, l'agent vérificateur habilité devra noter l'intervention dans le registre de sécurité présent sur le site. Les signatures des 2 parties devront y figurer.

L'intervenant devra également renseigner le registre des prestataires pour l'émargement en début et en fin d'intervention.

VII. Récapitulatif des équipements

Appareils	Quantités
Extincteur EPA 6l	174
Extincteur CO2 2kg	90
Extincteur CO2 5kg	36
Extincteur poudre 6kg	96
Extincteur sur roue EPA 50l	1
Extincteur sur roue poudre 50kg	4
Colonne sèche pour 4 bâtiments	9
Exutoire de fumée pour 7 escaliers	7

VIII. Annexe 1

- Listing extincteurs 2025